



CT-AC du 2 décembre 2019

Déclaration de la CGT

Mesdames, Messieurs,

Les réorganisations se sont enchaînées à un rythme d'enfer dans nos ministères, dans la logique des funestes textes « Action Publique 2022 » et loi sur la transformation de l'action publique.

Ces réorganisations permanentes, externalisations, fusions, découpages, suppressions de postes, de missions et de budget, menées par dogmatisme idéologique libéral et financier n'ont qu'un but : la destruction rapide du service public au profit des marchés et de gros actionnaires qui continuent de se remplir les poches, au détriment de celles des agents et des salariés qui s'appauvrissent.

Les rémunérations représentent la cible d'économies avec une longue liste : gel du point d'indice, individualisation de la rémunération, RIFSEEP appliqué à l'économie, source de division et d'incompréhension des agents, problème sur l'indemnisation de l'exercice de responsabilités dit intérimaire, non rémunération des heures supplémentaires...

On nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics et pour les rémunérations des agents. Pourtant, on trouve de l'argent pour passer des contrats avec de multiples sociétés privées. La fraude et l'évasion fiscales continuent de remplir les coffres de quelques ultras privilégiés dans les paradis fiscaux. La fraude patronale aux cotisations sociales se chiffre en dizaines de milliards, tout comme les aides aux grosses entreprises qui continuent alors qu'elles ne créent pas d'emplois mais engraisent quelques gros actionnaires. Quand elles ne ferment pas un site quelques années plus tard après l'avoir ouvert en promettant des embauches, empochant au passage de grasses aides publiques qu'elles ne rembourseront évidemment pas.

Depuis quelques décennies, force est de constater que l'argent des contribuables et la bourse engraisent quelques-uns et que le travail paie de moins en moins.

Aujourd'hui, l'administration présente notamment pour avis aux représentant-e-s du personnel, un projet de décret et un projet d'arrêté portant organisation de l'administration centrale.

Ces projets ne font qu'acter les multiples réorganisations. Sans compter les projets de service qui sont des réorganisations « cachées » car n'entrant pas dans le cadre de la modification d'une structure, donc sans décret ni arrêté, entraînant pourtant une redéfinition des fiches de poste, des niveaux de cotations de poste souvent revus à la baisse et une diminution des effectifs. **Projets qui risquent de se multiplier au détriment des agents, puisque la circulaire du premier ministre du 5 juin stipule que l'organisation des entités inférieures aux sous-directions (quelles que soient leurs appellations : bureau, département, pôle, mission...) n'ont plus à faire l'objet d'arrêté mais de simple note ou organigramme. Bref plus besoin d'avis des représentants du personnel. Il est vrai que ce qui gêne le**

gouvernement est tout simplement balayé lorsque les avis ne lui plaisent pas. Ainsi en est-il par exemple de la suppression de l'observatoire de la pauvreté, de l'observatoire de la délinquance, de de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires ou du conseil national pour la protection de l'enfance.

Tout cela n'est qu'un simulacre de dialogue social car tout est déjà joué. Peu importe que les représentant-e-s du personnel s'opposent aux réorganisations dans les diverses instances, elles sont menées par dogmatisme idéologique et avidité financière de lobbies.

Le bilan social montre que le recours aux contractuels voulu par la loi de transformation de la FP se traduit déjà dans les recrutements : près de la moitié sur l'ensemble des recrutements 2018 en AC.

Nous sommes à trois jours d'une mobilisation générale contre le funeste projet de réforme des retraites. Ce projet c'est travailler et cotiser plus pour avoir une retraite fortement diminuée. Et enrichir les dirigeants des banques, des assurances et des fonds de pension privés dont rien ne garantit la solvabilité à échéance puisque soumis aux aléas de la bourse, qui n'enrichie à moyen et long terme que les gros actionnaires.

Contre ce nouveau funeste projet, nous appelons tous les agents à l'action et à la mobilisation à partir du 5 décembre car une autre répartition des richesses est possible et nécessaire.

Parce que l'on ne doit pas travailler toute une vie pour finir dans le besoin.

La GCT remercie tous les agents qui ont contribué et travaillé pour la tenue de ce CTAC notamment pour le travail d'élaboration du bilan social. Cependant, pour toutes les raisons exprimées ci-dessus, nous ne pouvons participer à un vote puisque l'avis des personnels n'est pas pris en compte.

Merci de votre attention.